



Photo : EF

Palestine

L'agriculture : de la subsistance à la résistance

Jean-François Lauwens - Février 2026

- En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les Palestinien·nes subissent de la part d’Israël un accaparement de terres à grande échelle. Le caractère illégal de l’occupation israélienne au regard du droit international n’empêche pas Israël d’accélérer la colonisation dans ces zones afin d’empêcher la création d’un État palestinien.
- Ce laxisme s’accompagne d’une violence grandissante des extrémistes juifs qui ont installé des colonies sauvages et agressent voire tuent régulièrement les Palestiniens et les Palestiniennes qui vivent sur place et travaillent la terre, au nom d’un suprémacisme juif qui vise à annexer la Cisjordanie.
- Chaque année, la saison de la récolte des olives, aliment de base pour la population locale et emblème de la culture palestinienne, est l’occasion d’un déchaînement de violence de la part de ces colons. En 2025, les exactions sont tellement graves que les Nations unies et l’Union européenne les ont dénoncées.
- Dans ce contexte, l’agriculture n’est pas uniquement un moyen de subsistance : elle est une forme de résistance pacifique qui consiste à montrer l’attachement des Palestinien·nes à leur terre séculaire et à empêcher autant que possible les Israéliens de se l’accaparer.
- Dans tout le territoire occupé, Entraide et Fraternité soutient RWDS, une association de femmes rurales qui contribue largement à la résilience et à l’autonomisation des populations locales.
- L’interdiction de commercialisation des produits des colonies est promise par le gouvernement belge mais sa mise en pratique se fait attendre : elle est indispensable pour que la Belgique respecte, comme elle le dit, le droit international.

« *Nous resterons ici tant qu’il y aura du thym et des olives.* » Cette strophe fameuse du grand poète palestinien Mahmoud Darwich (1941-2008) fait écho depuis des décennies à la lutte et à la résilience du peuple palestinien. Chassée de la plupart de ses terres par les Israéliens lors de la Nakba (« catastrophe ») en 1948, occupée de plus en plus violemment par Israël depuis 1967, victime depuis 1948 d’un nettoyage ethnique et de 2022 à 2025 d’un génocide reconnu par une enquête indépendante des Nations unies, **la population palestinienne est riviée à cette terre, sa terre ancestrale.** Il y a longtemps que l’occupation née de la guerre des Six-Jours n’est plus vue par Israël comme une situation limitée dans le temps mais est envisagée comme l’imposition à la communauté internationale d’un fait accompli et irréversible.

Sous l’effet de la pression démographique (née notamment de l’accueil des Juifs de l’ex-Union soviétique) et sous celle, plus puissante encore, d’un extrémisme juif religieux d’extrême droite allié à celui, chrétien, des évangélistes américains, l’extension des colonies israéliennes dans la partie est de Jérusalem (dont la vieille ville) et dans toute la Cisjordanie (il n’y en a plus dans la bande de Gaza) vise à imposer une réalité irréversible aboutissant à rendre inopérante la création d’un État de Palestine. Dans ce contexte, les colons constituent un élément central

de la problématique : jadis, leur installation sauvage (hors des colonies construites par Israël) en territoire palestinien était considérée comme illégale par le pouvoir israélien. **Désormais, l'armée et le renseignement laissent ces colons libres d'agresser les Palestinien·nes, sans la moindre retombée.** C'est particulièrement vrai au cours de la période de la cueillette des olives : jamais la violence des colons israéliens n'a été aussi grave qu'en cet automne 2025¹. Devant les condamnations internationales, même le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a fait mine d'annoncer une réponse ferme à une « *poignée d'extrémistes*.² » De quoi calmer un peu la communauté internationale, alors que le leader israélien n'a jamais rien fait face à ces colons et a, au contraire, fait preuve à leur égard d'une mansuétude sans égale dans l'histoire du pays.

Déjà, l'année précédente, la situation était gravissime. Sa description reste valable en 2025 : *« Agressions physiques, vols des récoltes et de matériel, arbres coupés ou brûlés : les assauts sont multiples. Dans une large majorité des cas, l'armée, la police ou les agents de sécurité israéliens étaient présents, affirme Yesh Din, et ils ne sont pas intervenus. Or, les agriculteurs palestiniens dont les terres sont situées à proximité d'implantations illégales sont censés coordonner leurs déplacements avec l'armée pour se protéger des extrémistes juifs, et obtenir des permis. Cette année, rien de tel. À Burqa, aucun permis n'a été délivré. Accablés, les Palestiniens ne semblent eux-mêmes pas les avoir sollicités. Beaucoup renoncent aussi à porter plainte contre les spoliations ou les violences dont ils sont l'objet. Les poursuites sont inexistantes. »³*

Récolte des olives : le cri d'alarme des Nations unies

L'agression menée par les colons israéliens envers des Palestinien·nes sans défense est tellement préoccupante en cette période des olives qu'elle a forcé les Nations unies à tirer la sonnette d'alarme par la voix d'Ajith Sunghay, son directeur des droits humains pour la Palestine :

« Ici, l'olivier n'est jamais seulement un arbre. Il représente un moyen de subsistance et une lignée, la résilience et l'économie, ainsi qu'un lien historique qui relie les Palestiniens à leur terre. Et tout comme les olives symbolisent le lien des Palestiniens à leur terre, les attaques de plus en plus fréquentes pendant la saison de la récolte des olives font partie des

¹ « Cisjordanie : la violence des colons israéliens a atteint un niveau record », *Le Monde*, 18 novembre 2025 : https://www.lemonde.fr/international/video/2025/11/18/cisjordanie-la-violence-des-colons-israeliens-a-atteint-un-niveau-record_6653904_3210.html

² Agences de presse : <https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/netanyahu-promet-d-agir-contre-les-colons-violents-en-cisjordanie-occupee-29062295.html>

³ Isabelle Mandraud, « En Cisjordanie, l'amère cueillette des olives sous la menace des colons », *Le Monde*, 29 octobre 2024 : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/10/29/en-cisjordanie-l-amere-cueillette-des-olives-sous-la-menace-des-colons_6364311_3210.html?search-type=classic&ise_click_rank=3

nombreuses agressions israéliennes visant à rompre ce lien, à annexer la terre, à déposséder les Palestiniens et à faciliter l'expansion des colonies israéliennes illégales.



Photo de [Don Fontijn](#) sur [Unsplash](#)

L'olivier, un lien historique qui relie les Palestiniens à leur terre.

Les trois dernières années ont été incroyablement difficiles. La violence des colons israéliens et les restrictions d'accès ont empêché de nombreux agriculteurs de récolter sur leurs terres. La violence des colons a explosé en ampleur et en fréquence, avec l'acquiescement, le soutien et, dans de nombreux cas, la participation des forces de sécurité israéliennes – et toujours en toute impunité.

Deux semaines après le début de la récolte 2025, nous avons déjà assisté à de graves attaques menées par des colons armés contre des hommes, des femmes, des enfants palestiniens et des militants étrangers solidaires. Au cours du premier semestre 2025, 757 attaques de colons ont fait des victimes ou causé des dommages matériels. Ce chiffre est supérieur de 13 % au nombre d'attaques recensées au cours de la même période en 2024.

La destruction directe des terres s'intensifie également. Les colons ont brûlé des bosquets, scié des oliviers à la tronçonneuse et détruit des maisons et des infrastructures

agricoles. De nouveaux checkpoints israéliens et des barrières en fer ont séparé les agriculteurs de leurs fermes, les empêchant parfois d'y accéder jusqu'à ce que leurs récoltes soient perdues. Les conséquences ont été dévastatrices. **En 2023, 96 000 dunums⁴ de terres oléicoles n'ont pas été récoltés, ce qui a entraîné plus de 10 millions de dollars de pertes pour les agriculteurs palestiniens.** Cette tendance s'est poursuivie pendant la saison 2024. En l'absence de protection et de responsabilité, les risques se multiplient.

Au total, plus de 1000 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes ou les colons depuis le 7 octobre 2023 en Cisjordanie. Des milliers de Palestiniens ont été déplacés de force en raison des attaques des colons israéliens, des restrictions de mouvement et des démolitions de maisons.

Entre 80 000 et 100 000 familles palestiniennes dépendent de la récolte des olives pour leur subsistance. Il n'est pas exagéré de dire que la saison des récoltes est le pilier économique des communautés rurales palestiniennes.

⁴ 1 dunum = 1000 m², soit 1 are.

Si la saison des olives a toujours été marquée par des tensions, des violences et des restrictions, l'escalade actuelle est vraiment alarmante. Elle s'inscrit dans un contexte d'accélération de l'accaparement des terres par Israël. **Les responsables du gouvernement israélien déclarent ouvertement l'intention de l'État d'annexer l'ensemble de la Cisjordanie et de transférer de force les Palestiniens.**

Nous devons nous rappeler, quelle que soit la durée de l'occupation, que celle-ci ne doit pas être normalisée. Israël a l'obligation légale de mettre fin à l'occupation et d'annuler l'annexion de la Cisjordanie. **Le déni par Israël du droit des Palestiniens à la vie, à des moyens de subsistance, à la sécurité, à la dignité et à l'autodétermination est illégal et inacceptable.** (...)

La voie juridique à suivre est sans ambiguïté. La Cour internationale de justice a conclu que l'occupation doit prendre fin et qu'Israël doit se retirer de tous les territoires palestiniens occupés, tant en Cisjordanie qu'à Gaza. Cela implique le démantèlement immédiat de toutes les colonies et l'évacuation de tous les colons.

En attendant, Israël est une puissance occupante qui a de nombreuses obligations en vertu du droit international : l'obligation de protéger les Palestiniens et de veiller à ce qu'ils puissent exercer pleinement leurs droits politiques, économiques et civils.

Et la communauté internationale, en particulier les États qui ont du pouvoir et de l'influence, doit exercer une pression maximale pour protéger les civils, mettre fin et inverser les politiques d'annexion qui se développent rapidement, et garantir la responsabilité pour des décennies de violations des droits des Palestiniens en vertu du droit international.

Et oui, cela commence par les olives. Nous appelons les États à mener des actions de plaidoyer auprès des autorités israéliennes afin de garantir un accès total et des garanties de sécurité. Ils doivent également insister sur la responsabilité des violations commises au cours des saisons précédentes et de toute nouvelle violation au cours de la saison à venir. Il est temps d'agir et de mener une action internationale concertée pour préserver la saison et garantir la sécurité des agriculteurs et des travailleurs de la protection.⁵ »

⁵ « UN Human Rights Office on the olive harvest season in the OPT », Nations unies, 21 octobre 2025 : <https://www.un.org/unispal/document/ohchr-remarks-21oct25/>

Un symbole fort de l'identité palestinienne

On l'a compris, « l'olivier est profondément enraciné dans le paysage palestinien : symbole de l'identité, de la culture et de la tradition palestiniennes. **L'olivier peut vivre jusqu'à mille ans et symbolise ainsi le long lien entre le peuple palestinien et sa terre.** L'or vert a également une valeur économique inestimable : la majorité des Palestiniens sont des agriculteurs en fonction de la production d'olives.⁶ » Raisons pour lesquelles, sans doute, les Israéliens voient en lui un symbole à abattre pour décourager et chasser les Palestiniens. Et pour lesquelles **les Palestiniens voient en lui un symbole de résistance silencieuse.**

Dans ce contexte, et *a fortiori* lorsque l'occupant utilise la faim comme arme de guerre, ce sont, de manière générale, la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale et éventuellement écologique qui sonnent comme autant de moyens de résistance. « En Palestine, l'agroécologie — comme toute pratique agricole — est profondément marquée par l'occupation, l'expropriation et la violence militaire. **L'occupation illégale empêche l'accès à la terre, à l'eau, aux semences, aux marchés, et même le simple fait de se rendre sur son champ.** Une agroécologie authentique ne peut exister sans un droit à l'autodétermination, sans justice, sans la liberté de cultiver à l'abri de la destruction. Si on ignore ces dimensions politiques, on réduit l'agroécologie à un ensemble de techniques vidées de leur sens — et on la rend incomplète, voire complice », résume Oxfam⁷.

Et la Via Campesina de détailler : « En Cisjordanie, Israël exerce un contrôle étroit sur l'agriculture, l'accès à la terre, les modes de production, les cultures et le commerce. Près de 65 % du territoire est placé sous contrôle israélien. Ainsi, au-delà de la domination militaire, les communautés palestiniennes doivent faire face à des restrictions sévères concernant les limites foncières, la liberté de circulation et, bien souvent, à un manque de ressources pour investir dans la production agricole. Ce contexte se reflète dans les chiffres : actuellement, seules 26 % des personnes palestiniennes ont l'agriculture comme principale source de revenus, et 22 % de la population vit encore dans des zones rurales.⁸ »

« Non au terrorisme juif et à son impunité », scandent des Juifs

Le moment est important : les exactions des colons israéliens sont devenues tellement graves que **des personnalités israéliennes n'hésitent plus à parler de « terrorisme juif et de son**

⁶ « L'olivier palestinien comme résistance silencieuse », Broederlijk Delen, 18 mai 2018 : <https://broederlijkdelen.be/fr/nieuws/de-palestijnse-olijfboom-als-stil-verzet>

⁷ « Palestine : la souveraineté alimentaire comme résistance sous occupation », Oxfam Belgique, 17 avril 2025 : <https://oxfambelgique.be/palestine-la-souverainete-alimentaire-comme-resistance-sous-occupation>

⁸ « La souveraineté alimentaire comme résistance en Palestine », Via Campesina, 10 juillet 2025 : <https://viacampesina.org/fr/la-souverainete-alimentaire-comme-resistance-en-palestine/>

impunité »⁹. Elles pointent également le laxisme dont font preuve l'armée et le renseignement israéliens face à la pression de l'extrême droite ultra religieuse sur un gouvernement qui lui a fait passer la couleuvre de la fin de la guerre à Gaza, forcée par le président Trump. Beaucoup s'inquiètent de l'image du pays à l'extérieur en raison de cette impunité. Traditionnellement, les Israéliens recourent en permanence aux vocables « terrorisme » et « terroristes » pour parler de l'opposition palestinienne à leur occupation, même quand il s'agit de mouvements pacifiques et citoyens, de manifestations de jeunes gens ou d'activités d'ONG humanitaires. Il est toutefois piquant de constater qu'avant l'indépendance de 1948, ce sont bien des mouvements terroristes juifs qui ont attaqué régulièrement les forces mandataires britanniques ; ce sont encore des terroristes juifs qui ont massacré de nombreux Palestiniens comme en 1994 au Tombeau des Patriarches à Hébron et qui ont fait échouer le processus de paix d'Oslo en assassinant Yitzhak Rabin il y a 30 ans (4 novembre 1995).

Les femmes en première ligne

Tout cela figurait déjà dans le film *No other land*, de Basel Adra, Yuval Abraham et Rachel Szor. Cofinancé par Entraide et Fraternité, ce film bouleversant a été consacré par l'Oscar du meilleur documentaire et a fait l'objet de nombreuses projections dans toute la Wallonie et à Bruxelles. Tourné avant le 7 octobre 2023, il montrait bien ce que les habitant-es de la Cisjordanie vivaient depuis longtemps au quotidien : violence aveugle des colons équipés d'armes de guerre, destruction des plantations, des systèmes d'irrigation et des générateurs électriques, comblement des puits, chasse aux populations locales, avis d'expulsion arbitraires exécutés par l'armée ... En voyant ces scènes, on comprend mieux pourquoi jamais le simple fait de planter un arbre n'a à ce point représenté un acte politique.

L'agriculture comme forme de résistance : c'est ainsi que la décrit Rulla Sarraz, directrice du financement et du développement chez RWDS (Rural Women Development Society)¹⁰, une association soutenue par Entraide et Fraternité.

RWDS, l'une des plus grandes organisations de femmes en Palestine, a été créée en 1987 pendant la première Intifada. Elle opère à travers 58 clubs de femmes répartis en Cisjordanie et à Gaza et compte environ 3000 membres issues du milieu rural. Ces femmes sont parmi les plus touchées par l'insécurité agricole, et pas seulement pendant la saison de la récolte des olives. **Bien que les femmes rurales représentent environ 60% de la main-d'œuvre agricole en Palestine, leur travail est en grande partie informel et elles contrôlent moins de 8% des terres agricoles.** Lorsque les terres sont confisquées par les autorités israéliennes, que ce

⁹ Fanny Léonard Crouzet, « Israël face à l'essor d'un terrorisme juif très médiatisé », *La Libre*, 16 novembre 2025 : <https://www.lalibre.be/international/moyen-orient/2025/11/16/israel-face-a-lessor-dun-terrorisme-juif-tres-mediatisé-MQHSJFUFBVFDJEZHG12YVB4WWE/>

¹⁰ Site du RWDS : <http://rwds.ps/index.cfm?setLang=1>

soit par des actions militaires ou l'expansion des colonies, les femmes et leurs familles se retrouvent souvent privées de l'accès aux ressources dont elles dépendent. Il en va de même lorsque les membres masculins de la famille, maris, fils ou pères, sont emprisonnés ou tués, laissant les femmes à la tête du foyer. RWDS soutient ces femmes en leur apportant un soutien psychosocial et mental, en mettant en place des initiatives de protection communautaire et en les aidant à commercialiser leurs produits afin de générer des revenus durables pour surmonter ces pertes.



Rulla Sarra, Rural Women Development Society. Photo : EF

« L'une des réalités les plus préoccupantes », explique Rulla Sarra, « est que les produits agricoles provenant des colonies israéliennes, produits illégalement sur des terres palestiniennes et fortement subventionnés, entrent sur les marchés palestiniens à des prix inférieurs. Cela crée une concurrence déloyale pour les agriculteurs et les agricultrices palestinien·nes, qui sont déjà confronté·es à des difficultés économiques. De nombreuses familles locales n'ont d'autre choix que d'acheter ces produits, car ils sont plus abordables. Dans certains cas, il a même été signalé que des colons utilisaient des eaux usées non traitées pour irriguer des cultures destinées à être vendues dans les zones palestiniennes. ¹¹ »

Elle souligne le rôle central que joue la terre dans la lutte palestinienne : *« Pourquoi l'agriculture est-elle une forme de résistance ? Parce que la terre est au cœur du conflit et qu'il est essentiel de maintenir une présence forte et visible sur le terrain pour la protéger. En vertu des politiques israéliennes, si des terres agricoles sont laissées en jachère, elles peuvent être reclassées et déclarées 'terres d'État', ce qui les rend vulnérables à la confiscation. C'est particulièrement vrai dans la zone C¹², où Israël conserve le contrôle total de l'aménagement et de l'utilisation des terres. En maintenant la terre cultivée et productive, les agriculteurs et agricultrices palestinien·nes affirment leur présence et leur lien avec celle-ci, et réduisent le risque de la perdre. De nombreuses familles continuent à cultiver non seulement pour subvenir à leurs besoins, mais aussi pour faire valoir leur droit légitime à*

¹¹ Entretien avec l'auteur, 22 septembre 2025.

¹² Les accords d'Oslo (1993) prévoyaient une subdivision transitoire de la Cisjordanie en trois zones : la Zone A (18% du territoire), sous contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne ; la Zone B (22%) avec un contrôle conjoint (civil palestinien ; sécuritaire israélien) ; et la Zone C (60%), sous contrôle total israélien. Le processus n'est jamais entré en vigueur mais Israël a bel et bien instauré les 3 zones et a même étendu progressivement la Zone C à plus de 70% du territoire en construisant massivement dans les colonies. Sont sous son contrôle : toute la zone frontalière et une immense bande de terre le long du Jourdain, permettant notamment d'en dévier les eaux vers Israël. Entre les villages ou villes palestiniens sont en général construites des colonies et des routes israéliennes que ne peuvent emprunter les Palestiniens : pour aller d'un village à un autre, ils peuvent devoir faire un détour de plusieurs heures. En réalité, l'objectif est de circonscrire la population palestinienne dans les zones urbaines, comme autant de ghettos plus aisés à contrôler. Parmi ses violations les plus récentes du droit international, Israël a commencé à entreprendre des déplacements forcés des populations abritées dans des camps de réfugiés en Palestine (il y en a évidemment aussi au Liban et en Jordanie) : l'objectif à peine voilé – une nouvelle fois la politique du « fait accompli » – est de « rayer de la carte » le concept même de réfugiés. En effet, au regard du droit international, les réfugiés, chassés lors de la Nakba en 1948, conservent leur droit inaliénable au retour.

la terre. Par exemple, mon père se rend chaque jour sur ses terres pour en prendre soin et maintenir notre existence. **La présence continue sur les terres agricoles est une façon d'affirmer : nous sommes ici et cette terre est la nôtre. Si la terre est laissée à l'abandon, elle devient plus vulnérable à la confiscation.** C'est pourquoi l'agriculture est bien plus qu'un moyen de subsistance : c'est une forme essentielle de résilience et de résistance. Et **pour de nombreuses femmes rurales, qui dirigent désormais leur foyer en raison de l'emprisonnement ou de la perte de parents masculins, la terre reste leur plus grande source de dignité, de stabilité et de revenus.** »

Le gouvernement belge traîne des pieds pour appliquer son accord

Le 2 septembre 2025, en raison de la pression exercée par la société civile belge, notamment au moyen de deux manifestations réunissant à chaque fois 140 000 personnes dans les rues de Bruxelles, le gouvernement belge aboutissait à un accord *a minima* pour sanctionner le gouvernement israélien¹³. *A minima* certes, mais le chemin à parcourir a été tellement long vu l'obstruction systématique du MR et de la N-VA qu'il vaut mieux voir le verre à moitié plein. Si le président du MR s'est focalisé sur les aspects les plus médiatiques des discussions (comme la reconnaissance de l'État palestinien), cela a permis d'avancer sur des demandes nettement moins symboliques de la société civile belge et de ses partenaires palestiniens.



La mobilisation citoyenne a forcé le gouvernement belge à prendre des mesures contre le gouvernement israélien.

Photo : EF

Pour eux, **la priorité était d'arrêter le génocide à Gaza** (70 000 Palestiniens tués par Israël) et de montrer par des sanctions économiques à son encontre que l'État juif ne peut impunément contrevenir au droit international. **Cela passe par la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël : la Belgique soutient l'idée au niveau européen mais ne fait rien au niveau national.**

En revanche, le gouvernement a bel et bien décidé d'interdire l'importation de produits (notamment en vente chez Carrefour) issus des colonies israéliennes¹⁴ et l'interdiction d'exportation et de transit d'armes destinées à Israël. Elle a également décidé de sanctionner

¹³ « Moyen-Orient la souveraineté palestinienne – accord au sein du conseil ministériel restreint », site du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, 2 septembre 2025 : <https://prevot.belgium.be/fr/actualites/moyen-orient-la-souverainete-palestinienne-accord-au-sein-du-conseil-ministeriel>

¹⁴ Sur ce sujet du commerce avec les colonies illégales, lire le rapport 2025 cosigné par 85 ONG dont Entraide et Fraternité : « Commerce avec les colonies illégales. Comment les États et entreprises étrangères permettent à Israël de mettre en œuvre sa politique de colonisation illégale », Stop Trade With Settlements, septembre 2025. Lien raccourci : <https://miniurl.be/r-6o8j>

encore plus les colons violents (interdiction de séjour en Belgique) et, mesure réellement exceptionnelle, de priver de toute aide consulaire les citoyens belges qui, au mépris du droit international, vivent dans les colonies.

À l'heure d'écrire ces lignes (février 2026), , il apparaît clairement que **les ministres MR et N-VA qui détiennent les portefeuilles liés à certaines de ces matières traînent des pieds pour transformer ces intentions en réalités**. Pour eux, l'accord de gouvernement n'est clairement qu'un leurre destiné à calmer l'opinion.

À l'occasion des 5 mois de cet accord, les coupoles d'ONG belges dont Entraide et Fraternité est membre, le CNCD-11.11.11 et 11.11.11 côté flamand, ont interrogé les différents ministres sur l'avancée réelle de ces mesures¹⁵ⁱ. Clairement, celles qui dépendent du ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot (Les Engagés) ou des autres membres de son parti ainsi que du CD&V, ont progressé, à l'exception de la reconnaissance de la Palestine. C'est le cas notamment du retrait des services consulaires aux Belges installés en territoire occupé ou de l'interdiction du transit d'armes vers Israël.

Pour le sujet le plus sensible – aux yeux des sociétés civiles belge et palestinienne – et qui concerne le plus directement le cœur de cette analyse, **les ministres Clarinval (MR, Économie) et Jambon (N-VA, Finances) font de l'obstruction, invoquant la complexité technique** d'« élaborer un arrêté royal prévoyant une interdiction nationale d'importation des biens produits, exploités ou transformés dans les territoires occupés par Israël par la puissance occupante ; et de prévoir les contrôles nécessaires pour garantir le respect de l'interdiction d'importation » tel que décrit par l'accord de septembre. Pourtant, comme le rappellent les ONG belges, « **Il est frappant de constater que l'Espagne a adopté l'interdiction seulement 15 jours après l'avoir annoncée et qu'elle est entrée en vigueur dès le lendemain**. Afin de garantir la mise en œuvre



MINISTERIO DE DERECHOS SOCIALES, CONSUMO Y AGENDA 2030

Castellano | Buscar

Ministerio | Derechos Sociales | Consumo | Agenda 2030 | Servicios | Comunicación

Sede electrónica

Inicio / Comunicación / Notas de prensa / Consumo exige a siete multinacionales que retiren su oferta de alojamiento vacacional en territorios ocupados por Israel

Consumo exige a siete multinacionales que retiren su oferta de alojamiento vacacional en territorios ocupados por Israel

30 de Diciembre de 2025

El Ministerio de Derechos Sociales, Consumo y Agenda 2030 ha detectado que siete plataformas tenían publicados 138 anuncios de alojamientos turísticos ubicados en asentamientos israelíes en territorio palestino ocupado

Esta publicidad se considera ilícita según el artículo 4 del Real Decreto-Ley por el que se adoptan medidas urgentes contra el genocidio en Gaza y de apoyo a la población palestina aprobado en septiembre

Le Ministère espagnol de la consommation oblige sept multinationales à retirer leur offre de logement de vacances dans les territoires occupés par Israël.
<https://www.dsca.gob.es/es/comunicacion/notas-prensa/consumo-exige-siete-multinacionales-retiren-su-oferta-alojamiento>

¹⁵ Scorecard Palestine : “Mise en œuvre des engagements du gouvernement fédéral en faveur de la Palestine », CNCD-11.11.11, 2 février 2026 : https://www.cncd.be/IMG/pdf/scorecard_palestine_fr_.pdf

effective de cette interdiction nationale, le gouvernement espagnol a également publié, le 23 décembre 2025, une liste des lieux et codes postaux des colonies israéliennes auxquels s'applique l'interdiction. Le 29 décembre 2025, le gouvernement espagnol a également annoncé qu'il avait ordonné à sept plateformes touristiques de supprimer les 138 annonces proposant des hébergements dans les territoires palestiniens occupés par Israël. »

Sur la question de la reconnaissance de la Palestine, la partie du gouvernement qui y est favorable fait mine de penser que celle-ci est effective à quelques détails près, tandis que la droite fait comme si elle n'était même pas à l'ordre du jour. Si, désormais, la condition de la restitution par le Hamas de tous les otages israéliens est remplie, l'Arizona s'emberlificote sur la question de la mise à l'écart du Hamas en liant cette question à ce que donnera la création de l'absurde « Board of Peace » de Donald Trump, à laquelle s'oppose pourtant notre pays puisqu'il s'agit d'une façon à peine voilée de vouloir remplacer le multilatéralisme incarné par les Nations unies.

Conclusion

Le maintien de l'activité agricole est un enjeu majeur dans le monde entier, en premier lieu à des fins de souveraineté alimentaire. La Palestine ne fait pas exception mais ce combat pour la terre prend un tour autre du fait qu'une puissance occupante tente de chasser les Palestinien·nes de leur terre.

La responsabilité morale que portent les pays occidentaux comme le nôtre est écrasante dans la réalisation du projet colonial israélien : même si elle affirme se réfugier derrière le droit international comme boussole, **la Belgique**, si elle n'adopte par les comportements pro-israéliens des États-Unis ou de l'Allemagne, **manque de courage en la matière**. Durant deux ans, on a beaucoup entendu qu'il fallait agir pour la protection de Gaza afin qu'il n'y reste pas qu'un cimetière ; **il y a plus que jamais urgence à agir aussi pour protéger le territoire palestinien de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est** afin qu'il n'en reste pas définitivement que des poches ressemblant à des ghettos d'un autre âge ou à des réserves nord-américaines.

En effet, dans un climat mondial subitement revenu à l'état de désintérêt total pour la question, sans doute à cause des sidérations successives provoquées par l'administration Trump (Venezuela, Iran, Groenland) comme de l'imposition du narratif pro-israélien, **la situation à Gaza, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie a atteint un point de non-retour sans l'indifférence générale**.

Le gouvernement israélien a pris tout récemment des mesures qui équivalent à une annexion de la bande occidentale du Jourdain. De Standaard résumait récemment la situation : « 'Nous

enterrons l'idée d'un État palestinien.' S'il fallait reconnaître une qualité au ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, ce serait celle de formuler la finalité de la politique israélienne avec une grande précision. Cela ressort également des mesures qu'il a annoncées cette semaine et qui bénéficient du soutien du cabinet de sécurité du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

Les colons illégaux peuvent désormais acheter plus facilement des terres en Cisjordanie.

L'État israélien se voit accorder davantage de compétences pour démolir des bâtiments dans des zones placées sous administration palestinienne. Le journal Haaretz révèle par ailleurs que l'armée israélienne est impliquée dans le vol systématique de terres agricoles palestiniennes. **Des militaires israéliens empêchent ainsi des agriculteurs palestiniens d'accéder à leurs parcelles, les privant de la possibilité de les labourer.** Non seulement ces exploitants n'auront pas de récolte dans quelques mois, mais ces terres seront en outre considérées par Israël comme 'abandonnées', ce qui entraîne la perte du droit de propriété pour l'agriculteur.

Cette logique d'accaparement militarisé conduit de plus en plus à une réalité dans laquelle la Cisjordanie devient un lieu où il est impossible pour les Palestiniens de survivre. **Les terres agricoles sont confisquées, les sources d'eau ne sont plus accessibles et les colons illégaux acquièrent toujours plus de terrains.** Ces derniers s'organisent en milices armées qui de surcroît bénéficient du soutien de militaires israéliens. La terreur qui en résulte anéantit toute perspective de développement pour les citoyens palestiniens et, par conséquent, les chances de viabilité d'un État palestinien. La dure réalité en Cisjordanie contraste fortement avec l'indignation pour le moins minimaliste des pays européens »¹⁶.

Comme l'a souligné Amnesty International¹⁷, **le « cessez-le-feu » obtenu par Trump est un écran de fumée qui cache la poursuite du génocide à Gaza** ; et il faudra finir par se poser la question de savoir à quel moment on devra parler de la même façon du nettoyage ethnique entrepris par Israël en Cisjordanie. Chaque mesure prise par nos pays est cruciale pour faire vivre ce peuple qui restera sur sa terre « tant qu'il y aura du thym et des olives ».

Mais il est plus que temps : comme l'a récemment rappelé la rapporteuse spéciale des Nations unies pour la Palestine, Francesca Albanese, « le fait qu'au lieu d'arrêter Israël, la plupart des pays du monde l'ont armé, lui fournissant des excuses politiques, un appui politique, un soutien financier et économique, c'est un défi. Le fait que la plupart des médias dans le monde occidental amplifient le discours pro-apartheid, le narratif génocidaire, c'est un défi. Et en même temps c'est aussi une opportunité. Car si le droit international a été poignardé en plein cœur, il est également vrai que jamais auparavant la communauté internationale n'a

¹⁶ https://www.standaard.be/bundle/ds/en-francais/5422?item=2&platform=web#no_universal_links

¹⁷ <https://www.amnesty.be/infos/actualites/le-genocide-gaza-se-poursuit>

connu les défis auxquels nous sommes tous confrontés, nous qui ne contrôlons pas d'importants capitaux financiers, ni d'algorithme, ni d'armes. Nous voyons maintenant que l'humanité a un ennemi commun, et que le respect des libertés fondamentales est la dernière voie pacifique, le dernier outil pacifique dont nous disposons pour recouvrer notre liberté. »¹⁸

¹⁸ https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/passe-d-armes-entre-francesca-albanese-porte-voix-des-palestiniens-a-l-onu-et-des-elus-francais-on-vous-raconte_260279.html